

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**DECISIONS DU MAIRE**

**MARS 2021**

DEC_2021_07	LOUAGE DE CHOSES - COMMEAU ERIC DU 15_02_21 AU 14_05_21	1-7
DEC_2021_08	AUTORISATION DONNÉE A ENEDIS POUR DES TRAVAUX DE GENIE CIVIL SUR LA PARCELLE AH - N_0002 RUE A.THIBAUT	8
DEC_2021_09	MODIFICATION RÉGIE D_AVANCE CULTURE CRISE SANITAIRE 2020_2E CAMPAGNE DE REMBOURSEMENTS	9-10

N° DEC\_2021\_07

**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération n° 62 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire,,  
Vu la décision n°2019-41 du 15 décembre 2020 fixant les tarifs, loyers, redevances et prix de vente pour l'année 2021,  
Considérant que la commune consent une occupation précaire du logement, d'une superficie de 70 m<sup>2</sup>, dont elle est propriétaire, sis 26 rue Jules Ferry à Chenôve,  
Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil municipal, de décider du louage de choses,

**DÉCIDE****Article 1 :**

D'autoriser Monsieur Eric COMMEAU à occuper à titre précaire et révocable le bien ci-dessus désigné, pour la période allant du 15 février 2021 au 14 mai 2021.

**Article 2 :**

De fixer le montant de la redevance mensuelle à 297 €.

**Article 3 :**

Une convention d'occupation précaire signée le 11 février 2021 constate cette mise à disposition.

**Article 4 :**

Monsieur le Maire et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.  
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 01/03/2021  
Qualité : Maire

# Contrat Administratif d'occupation révocable

## ENTRE

La VILLE de CHENOVE, sise Hôtel de Ville, 2 Place Pierre Meunier à CHENOVE (21300), représentée par Monsieur Thierry FALCONNET, son maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020 et ses délibérations subséquentes,

Ci-après désigné « LE PROPRIETAIRE » d'une part,

## ET

Monsieur Eric COMMEAU,

Ci-après désigné « L'OCCUPANT » d'autre part,

### Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Chenôve dispose de logements de fonction appartenant au domaine public communal. Ces logements ont pour vocation première d'être mis à la disposition d'instituteurs, conformément aux dispositions du Code de l'Education.

Toutefois, rien ne s'oppose, en cas de vacance, à l'occupation d'un tel logement, pour une durée déterminée, au personnel enseignant non titulaire, aux professeurs des écoles ou toute autre personne intéressée.

Les instituteurs restant prioritaires par rapport aux autres personnes, L'OCCUPANT, informé de la situation, accepte le caractère révocable et précaire de la mise à disposition du logement qui doit prendre fin à la date prévisible indiquée à l'article 2 du présent contrat, sauf cas de résiliation pour l'exercice du droit de priorité ou pour non respect de ses obligations par L'OCCUPANT. Ainsi, LE L'OCCUPANT devra libérer le logement conformément à la signification qui lui en sera alors faite par LE PROPRIETAIRE.

Enfin, il convient de préciser que ces logements sont donnés en location à titre précaire et révocable, conformément aux articles L2122-1 à L2122-3 du CG3P.

### Il est donc convenu ce qui suit :

La VILLE de CHENOVE, désignée dans la convention sous le vocable « LE PROPRIETAIRE », consent à la jouissance à titre précaire et révocable par Monsieur Eric COMMEAU, désigné sous le

EC

vocable « L'OCCUPANT » qui accepte, dans les conditions prévues par les conséquences attachées à l'appartenance au domaine public communal (caractère précaire et révocable) et sous réserve du droit de priorité conféré aux instituteurs, les lieux ci-après désignés, aux conditions suivantes :

## 1. DESIGNATION

### 1.1 Désignation de l'immeuble

LE PROPRIETAIRE consent à l'occupation d'un logement sis 26, rue Jules Ferry à Chenôve, de type T3, comprenant 2 chambres, salon, cuisine, bains, WC, pour une superficie de 70 m2.

### 1.2 Destination

Le logement, dont l'occupation est autorisée, est exclusivement affecté à l'habitation et ne peut pour aucun motif, être utilisé à titre professionnel, commercial ou pour toute autre activité. Il constitue la résidence principale effective du L'OCCUPANT.

## 2. DUREE DU CONTRAT

La présente occupation est consentie et acceptée pour une durée de 3 mois, soit du 15 février 2021 au 14 mai 2021.

La résiliation de la présente convention par L'OCCUPANT pourra intervenir à tout moment et quel que soit le motif après un préavis de 1 mois à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

A la date du 15 mai 2021, L'OCCUPANT s'engage à libérer le bien de façon inconditionnelle.

## 3. REDEVANCE

### 3.1 Montant de la redevance

La présente occupation est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance mensuelle de 297 €.

### 3.2 Païement de la redevance

L'OCCUPANT recevra un titre de recettes appelé « Avis des sommes à payer ». Il se libérera des sommes dues par des paiements mensuels, à terme à échoir, avant le 5 de chaque mois. Le premier paiement est fixé au 5 mars 2021.

Tous les paiements sont à effectuer à la Trésorerie Municipale de la Ville de Chenôve, chargée du recouvrement.

Rec.

### 3.3 Révision de la redevance

La redevance n'est ni révisable, ni actualisable en ce que l'occupation est consentie jusqu'au 14 mai 2021 au plus tard.

## 4. CHARGES

La consommation d'eau sera refacturée à L'OCCUPANT, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au prorata temporis.

L'OCCUPANT fera son affaire personnelle des abonnements d'électricité et de gaz qui lui sont nécessaires, ainsi que de son installation téléphonique, assumera les taxes et redevances afférentes à ces abonnements et ses consommations personnelles et s'acquittera de toutes les contributions et taxes lui incombant personnellement (notamment la taxe d'habitation), de sorte que LE PROPRIETAIRE ne soit en rien inquiété, ni recherché à ce sujet.

## 5. ETAT DES LIEUX

Un état des lieux est établi contradictoirement à l'entrée dans les lieux. Il sert de base, le cas échéant, au calcul du montant des réparations locatives, par comparaison avec l'état des lieux effectif au départ de L'OCCUPANT.

Les anomalies cachées et de fonctionnement, qui n'auraient pu être décelées lors de l'établissement de l'état des lieux, devront être signalées par L'OCCUPANT dans un délai de 20 jours maximum.

## 6. DIAGNOSTICS

### 6.1 Diagnostic de performance énergétique

Un diagnostic de performance énergétique prévu par l'article L. 134-1 du CCH est annexé au contrat.

### 6.2 Etat des risques naturels et technologiques

Un état des risques naturels et technologiques, établi depuis moins de 6 mois avant la date de conclusion du contrat, ainsi que, le cas échéant, la liste des dommages consécutifs à la réalisation desdits risques, et des indemnisations versées au titre de la garantie nationale contre les effets des catastrophes technologiques et naturelles sont annexés au contrat.

## 7. DEPOT DE GARANTIE

Il n'est pas demandé au PRENEUR de verser un dépôt de garantie pour l'exécution de ses obligations locatives.

REC.

## 8. CONDITIONS GENERALES

La présente occupation est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que L'OCCUPANT s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

### 8.1 Jouissance

L'OCCUPANT prendra les lieux dans l'état dans lequel il les trouve au moment de l'entrée en jouissance, le logement devant respecter les caractéristiques de décence définies par le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002.

Il devra jouir des lieux loués en bon père de famille, suivant la destination qui leur a été donnée au contrat, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage, à la bonne tenue de la maison.

L'OCCUPANT devra, pendant toute la durée de la jouissance, tenir le logement occupé constamment garni de matériels et effets mobiliers en quantité et qualité suffisantes pour répondre à tout moment du paiement de la redevance et des charges, ainsi que de l'exécution de l'ensemble des conditions du présent contrat.

L'OCCUPANT répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers. Il supportera toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite du défaut d'exécution des opérations d'entretien ou des dégradations résultant de son fait.

### 8.2 Transformation des locaux

L'OCCUPANT ne pourra faire aucune transformation des lieux ou des équipements mentionnés au contrat, sans l'accord écrit du PROPRIETAIRE. A défaut, il devra laisser les lieux, à la fin du contrat, dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que LE PROPRIETAIRE ne préfère lui demander leur restitution dans leur état primitif. Si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, LE PROPRIETAIRE pourra exiger une remise en état immédiate, aux frais de L'OCCUPANT.

### 8.3 Entretien et réparation des locaux

L'OCCUPANT devra prendre à sa charge, pendant toute la durée du contrat, l'entretien courant de la chose louée, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par le décret N° 87-712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçons, vice de construction, cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au PROPRIETAIRE toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'OCCUPANT s'engage à faire contrôler, au moins une fois par an, le bon fonctionnement et la conformité aux normes réglementaires des équipements individuels du logement (chauffage, gaz) et à justifier d'un contrat d'entretien, à transmettre au PROPRIETAIRE, sans qu'il soit besoin d'en faire la demande.

Rec.

#### 8.4 Travaux

L'OCCUPANT devra laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration, les travaux nécessaires au maintien en état, à l'entretien normal des locaux, ainsi que les travaux d'amélioration de la performance énergétique à réaliser dans ces locaux. Si les travaux durent plus de quarante jours, la redevance pourra être diminuée à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

#### 8.5 Visite des locaux

L'OCCUPANT devra laisser LE PROPRIETAIRE visiter les lieux ou les faire visiter chaque fois que cela est nécessaire pour l'entretien, les réparations et la sécurité de l'habitation.

#### 8.6 Dégradation des locaux

L'OCCUPANT devra répondre de toutes dégradations et pertes survenant pendant la durée du contrat dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du PROPRIETAIRE ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

#### 8.7 Assurance

L'OCCUPANT devra, pendant toute la durée du contrat, faire assurer le logement auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de PRENEUR, et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra justifier de la souscription d'une assurance dans le mois qui suivra la signature du présent contrat, par la remise au PROPRIETAIRE d'une attestation de l'assureur ou de son représentant.

### 9. CESSION ET SOUS-LOCATION

L'OCCUPANT ne pourra céder son droit à la présente occupation sans le consentement exprès et par écrit du PROPRIETAIRE. L'OCCUPANT ne pourra sous-louer, totalement ou partiellement le logement, objet du présent contrat, sans le consentement exprès et par écrit du PROPRIETAIRE.

### 10. RESILIATION

Lors de son départ, L'OCCUPANT devra remettre toutes les clés du logement, laisser les lieux vides et en bon état de propreté, d'entretien et de réparation. En tant que de besoin, il fera connaître à L'OCCUPANT sa nouvelle adresse.



# **11. CLAUSES RESOLUTOIRES**

A défaut de paiement au terme convenu, de tout ou partie de la redevance ou des charges, le contrat sera résilié de plein droit, deux mois après un commandement de payer demeuré infructueux, sans qu'il soit nécessaire de faire prononcer judiciairement la résiliation. Si L'OCCUPANT refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre d'une ordonnance de référé.

De même, à défaut de justification d'une assurance contre les risques locatifs dans les conditions de la loi, ou encore à défaut de respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux, résultant de troubles de voisinage constatés par une décision de justice passée en force de chose jugée, le contrat sera résilié de plein droit un mois après un commandement demeuré infructueux. Si L'OCCUPANT refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre d'une ordonnance de référé.

## **12. INFORMATION SUR LES MODALITES DE RECEPTION DES SERVICES DE TELEVISION**

L'installation permet l'accès aux services nationaux en clair de télévision par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

## **13. ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution du contrat, LE PROPRIETAIRE fait élection de domicile en son domicile et L'OCCUPANT dans les lieux loués.

Les annexes (état des lieux, DPE, état des risques naturels et technologiques) font corps avec le présent contrat et ont même valeur.

Fait à Chenôve, le 11/02/2021  
En un exemplaire original

L'OCCUPANT,

Eric COMMEAU

Signature précédée de la  
mention « lu et approuvé »

lu et approuvé



LE PROPRIETAIRE,

Pour la VILLE DE CHENOVE

Pour le maire, absent, empêché ou indisponible,

L'adjointe déléguée,

Brigitte POPARD

lu et approuvé



\*Parapher les pages 1 à 5 dans le cadre prévu à cet effet



**N° DEC\_2021\_08****DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération n° DEL\_2020\_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,  
Vu la délibération N° 201 du 11 mai 2009 autorisant la conclusion des conventions de servitude nécessaires aux besoins du service public de distribution électrique ((ENEDIS, ex. Électricité Réseau Distribution France – ERDF),  
Vu la délibération n° 41 du 8 avril 2019 apportant des adaptations et des précisions à l'autorisation ci-dessus visée,

Considérant qu'ENEDIS souhaite réaliser des travaux de génie civil pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc) sur la parcelle appartenant à la commune, cadastrée section AH – parcelle N° 0002 – rue Armand Thibaut,

**DÉCIDE****Article 1 :**

D'autoriser ENEDIS à réaliser les travaux nécessaires aux besoins du service public de la distribution d'électricité, sur la parcelle cadastrée section AH – parcelle N° 0002 – rue Armand Thibaut,

**Article 2 :**

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude y afférant.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.  
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 12/03/2021  
Qualité : Maire

**N° DEC\_2021\_09****DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,  
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,  
Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération n° DEL\_2020\_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire,  
Vu l'arrêté n°15 du 17 mai 2010 portant création d'une régie d'avances « culture » auprès de la Direction des Affaires Culturelles, modifié par les arrêtés n°41 du 26 juillet 2018 ; n° 76 du 17 octobre 2014 ; n°318 du 23 novembre 2015 ; n°137 du 4 avril 2016 ; n° 2017\_115 du 6 juillet 2017 ainsi que les décisions 2020\_14 du 09 juin 2020 et 2020\_28 du 09 octobre 2020,  
Vu l'avis conforme du comptable public en date du 19 mars 2021,

Considérant que, dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 entraînant de nombreuses annulations de spectacles, il convient d'apporter des modifications à la régie d'avances « Culture »,

**DÉCIDE****Article 1 :**

Afin d'être en mesure de rembourser aux usagers des billets de spectacles à la suite des annulations liées à la crise sanitaire, le montant maximum de l'avance fixé à 400 € par arrêté modificatif n° 2017\_115 du 6 juillet 2017, est porté à 6 500 € à compter du 12 avril 2021 jusqu'au 12 mai 2021.

**Article 2 :**

Les dépenses autorisées sont payées selon le mode de règlement suivant :

- En priorité, par virement bancaire, à hauteur de 6 100 €,
- En numéraire, à hauteur de 400 €.

**Article 3 :**

Les autres articles restent inchangés.

**Article 4 :**

Monsieur le Maire de la commune de Chenôve et Madame le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.  
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 29/03/2021  
Qualité : Maire